

ATHÈNES, BERCEAU DU LICENCIEMENT DE MASSE...

La Grèce va mal, nous dit-on depuis le début de «*la crise*». Il serait plus juste de dire que c'est le peuple grec qui va mal. Tous les secteurs sont touchés, notamment les services publics. Le système libéral capitaliste prend prétexte de cette crise, qui est de son fait, pour accélérer la privatisation tous azimuts. Et son imagination est fertile pour atteindre ce but. Ainsi, le gouvernement a sorti de sa manche la «*disponibilité de travail*», sorte de chômage technique limité à huit mois, pouvant s'appliquer à tous les fonctionnaires et salariés du secteur public, qui sont menacés d'être licenciés «*provisoirement*» en conservant 75% de leur salaire durant ces huit mois. Si, au bout de cette période, ils n'ont pas été réintégrés à leur poste, le licenciement devient définitif.

Parmi les nombreuses luttes en cours contre cette mesure, celle des femmes de ménage du ministère des Finances est une des plus longues. Depuis des mois, elles organisent des *sit-in* devant le siège de cet organisme pour protester contre cette «*disponibilité de travail*» qu'on leur impose, et qui a déjà permis au gouvernement grec de licencier des milliers de fonctionnaires, et d'en réembaucher d'autres mais à des conditions bien plus désavantageuses - l'objectif de l'État étant de réduire au maximum le nombre d'emplois dans le secteur public.

Pendant tous ces derniers mois, les femmes du service de nettoyage se sont donc rassemblées chaque matin et ont également participé à toutes les manifestations qui ont eu lieu à Athènes, allant même jusqu'à se joindre à d'autres collectifs et à envoyer une délégation à Bruxelles pour faire entendre leur voix.

Face au gouvernement grec, qui n'a su répondre à leur demande de réintégrer leur poste de travail que par la violence et la répression, elles ont décidé de continuer leur *sit-in* en invitant d'abord tous les autres licenciés et sans-emploi à les rejoindre pour exiger la destitution du gouvernement et de la Troïka (UE-BCE-FMI), et en faisant aussi appel aux citoyens, syndicats, organisations de femmes, jeunes, intellectuels et scientifiques pour soutenir leur combat.

Depuis 2011 en Grèce, les licenciements se comptent par centaines de milliers; 2014 ne verra pas de ralentissement dans ce domaine: les prévisions indiquent que 200.000 travailleurs du public devront quitter leur emploi contraints et forcés. Le mot d'ordre de l'État: privatisation à outrance, fermetures d'hôpitaux et d'écoles. Dans les secteurs autrefois publics et nouvellement privatisés, les nouveaux salariés sont des précaires avec conditions de travail et salaires à la baisse, alors que le service fourni au citoyen (TV, gaz électricité, etc..) revient désormais plus cher.

La Grèce devient ainsi le pays de l'Union européenne qui a le moins de travailleurs dans le service public, galopant vers le tout-privatisé, même si ça coûte plus cher au consommateur. Un seul secteur stable, voire en augmentation: les forces de sécurité chargées de protéger les institutions. Jusqu'à quand? Jusqu'à un grand coup de balai des femmes de ménage en «*disponibilité de travail*»?

Ramon PINO
Groupe Salvador-Segui
